

Unité départementale du Bas-Rhin
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg , le 05/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LANA PAPIERS SPECIAUX II

139 route de La Wantzenau
BP 10018
67015 STRASBOURG

Références : 0006700648/WHL

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/03/2022 dans l'établissement LANA PAPIERS SPECIAUX II, implanté 139 route de La Wantzenau BP 10018 67015 STRASBOURG. L'inspection a été annoncée le 02/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LANA PAPIERS SPECIAUX II
- 139 route de La Wantzenau BP 10018 67015 STRASBOURG
- Code AIOT dans GUN : 0006700648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société LANA Papiers spéciaux exploite une papeterie dans le quartier résidentiel de la Robertsau à Strasbourg.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les réponses aux observations de la visite du 8 juin 2021,
- les moyens de lutte contre l'incendie,
- les rejets des eaux industrielles,
- l'autosurveillance des eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

. Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Détection incendie (dans la continuité des précédentes visites)	Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 71.5	/	Mise en demeure, respect de prescription
Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 9.3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
Réponses aux observations de la visite précédente	Autre du 08/06/2021, article {Non Renseigné}	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 7.2.4	/	Sans objet
Eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 4.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non-conformités :

- Le programme de surveillance n'est pas construit sur la base d'une étude hydrogéologique,
- seulement deux piézomètres (au lieu de trois) sont utilisés pour l'autosurveillance de la nappe,
- il n'y a pas de dispositif de détection incendie dans la zone d'arrivée " DMP ".

Ces 3 non-conformités motivent une proposition de mise en demeure préfectorale avec un délai de mise en conformité de 6 mois.

Observation :

L'exploitant justifiera, à l'issue de son élaboration, le programme de contrôle des eaux souterraines établi conformément à la prestation « conception de programmes d'investigation ou de surveillance » (CPIS) de la norme NF X 31-620 partie 2.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Réponses aux observations de la visite précédente

Référence réglementaire : Autre du 08/06/2021, article {Non Renseigné}
Thèmes : Autre, Consommation d'eau
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant suit, dans un tableur, les consommations d'eau. En cas de grosse consommation relevée, l'exploitant procède à une recherche de fuite (qui n'est pas consignée). Il convient que l'exploitant formalise davantage ces recherches et leurs suites.</p> <p>Il convient que l'exploitant définisse les moyens d'action en cas de dépassement de la consommation d'eau.</p>
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté une procédure mentionnant la recherche de fuite d'eau et les moyens d'action en cas de dépassement de la consommation d'eau.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Détection incendie (dans la continuité des précédentes visites)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 7.1.5
Thèmes : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : Les locaux et équipements techniques qui présentent un risque incendie disposent d'un dispositif de détection (...)
Constats : L'équipement de l'usine en dispositifs de détection d'incendie ne concerne que certaines parties de celle-ci. Toutes les zones à risque ne sont pas couvertes. C'est notamment le cas de la zone d'arrivée du dépôt « DMP » (Dépôt Matières Premières). Lors des visites conduites depuis 2020, le constat est récurrent : - Le 19 juin 2020, l'inspection a relevé l'absence de détection incendie dans la zone d'arrivée du dépôt « DMP » et demandé qu'il en soit justifié au regard des risques existants dans cette partie de l'usine. - Le 28 janvier 2021, lors de l'inspection suivante, l'exploitant a précisé avoir pour projet d'améliorer la détection incendie du local « DMP » et avoir fait chiffrer deux projets. - Le 8 juin 2021, lors d'une nouvelle inspection, l'analyse de faisabilité est annoncée par l'exploitant pour 2022, à partir de l'étude des deux projets précédemment rapportés. Le 8 mars 2022, la situation n'a pas évolué : il n'y a pas de détection incendie dans le secteur considéré, les études restent en cours suivant l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 7.2.4
Thèmes : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en état de fonctionner et compatibles avec les matières présentes sur le site, notamment : [...] - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, [...] dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. [...] - [...] des robinets d'incendie armés de prises d'eau [...]. [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...].
Constats : Les RIA et les extincteurs sont contrôlés annuellement. Le jour de la visite, ces moyens d'extinction d'incendie étaient facilement accessibles et repérables. L'inspection s'est assurée, par sondage, que deux extincteurs et un RIA pris au hasard avaient été vérifiés. Le dernier contrôle des extincteurs et des RIA datait d'août 2021.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 4.3.2
Thèmes : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les effluents sont conformes aux valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none">• $5,5 < \text{pH} < 8,5$;• Température $< 30\text{ °C}$;• [...] Valeur limite instantanée du débit : $200\text{ m}^3/\text{h}$ Volume moyen de rejet : $2750\text{ m}^3/\text{j}$ [...]
Constats : Les résultats d'analyses des eaux industrielles, pour l'année 2022, ne montrent pas de dépassements des valeurs limites. La fréquence de surveillance est respectée.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 9.3.3
Thèmes : Risques chroniques, eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre un programme de surveillance des sols et des eaux souterraines, dans un délai de 18 mois à compter de la date du présent arrêté.</p> <p>Le programme de surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none">• a pour périmètre les installations visées au R.515-58 du code de l'environnement ;• est construit, sur la base d'une étude historique et d'une étude hydrogéologique ;• prend en compte, a minima, les paramètres retenus pour l'élaboration du rapport de base remis avec le dossier de réexamen ainsi que l'historique de la surveillance déjà réalisée ;• est établi conformément à la prestation « conception de programmes d'investigation ou de surveillance » (CPIS) de la norme NF X 31-620 partie 2 ;• comprend au moins trois points de surveillance qui sont mis en place sur la base d'une étude hydrogéologique et référencés suivant un code BSS. <p>La fréquence de surveillance des eaux souterraines est de deux fois par an (une campagne en période de basses eaux, une campagne en période de hautes eaux). [...]</p> <p>L'exploitant implante un réseau de surveillance de la nappe phréatique. Il fait inscrire les ouvrages de surveillance (puits et piézomètres) à la Banque du Sous-Sol (BSS), auprès du Service Géologique Régional du BRGM. L'exploitant surveille régulièrement les forages et les entretient en vue de garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. A cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol. [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant réalise une surveillance semestrielle des eaux souterraines depuis 2020.</p> <p>Paramètres : Le programme de surveillance prend en compte les paramètres retenus pour l'élaboration du rapport de base.</p> <p>Puits utilisés : Trois puits de surveillance sont aménagés mais seulement deux sont utilisés. Le positionnement, amont ou aval, de chacun de ces deux puits n'est pas certain, au regard des échanges à ce sujet avec l'exploitant.</p> <p>Les puits ont été mis en place dans le cadre d'investigations sur l'état du site conduites en 2003 et en 2007. Ils n'ont pas été utilisés ensuite pour suivre la qualité de la nappe. Le rapport des investigations de 2003 mentionne 4 puits.</p> <p>Etude hydrogéologique : L'exploitant n'a pas été en mesure de produire d'étude hydrogéologique justifiant les modalités de surveillance retenues depuis 2020, notamment le choix des puits en fonction de leur positionnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect des prescriptions